Déclaration du Représentant de la République du Nicaragua

C'est un honneur pour moi de m'adresser à vous en cette importante occasion, et j'aimerais saisir cette opportunité pour vous transmettre les salutations fraternelles de notre Président, le commandant Daniel Ortega, de notre Vice-Présidente, la camarade Rosario Murillo, et du peuple nicaraguayen.

La quarante-deuxième session du Conseil des gouverneurs du FIDA se tient dans un contexte mondial particulièrement complexe. D'une part, comme le souligne le rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, on assiste à un recul alarmant de la lutte contre la faim et la pauvreté, alors que l'année 2019 sera marquée selon toute vraisemblance par une contraction économique majeure, aggravant encore la situation des 821 millions de personnes qui souffrent de la faim.

Dans ce contexte, il est essentiel de soutenir les politiques et les stratégies qui favorisent le développement économique des territoires en faisant des familles et des communautés les garants de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la gestion durable des ressources naturelles, notamment parmi les populations les plus vulnérables.

Le thème qui nous réunit aujourd'hui, "L'innovation et l'entrepreneuriat en milieu rural", implique un changement majeur de paradigme permettant de passer d'économies qui privilégient les systèmes urbains et la consommation à l'échelle mondiale à un modèle de développement et de création de richesse à échelle locale et communautaire.

Investir dans les technologies, l'innovation et le développement des petites entreprises agricoles en tenant compte des questions d'égalité des sexes, de résilience aux crises et de viabilité environnementale est essentiel non seulement pour l'avenir de millions de familles rurales, mais aussi pour faciliter la réalisation des objectifs de développement durable.

Si nous plaçons tous l'humain au centre de notre action, alors nous pourrons bâtir un monde libéré de la faim, juste et solidaire.

Nous savons que cela ne sera possible qu'en créant les conditions permettant d'améliorer les produits de nos agriculteurs et d'en accroître la valeur ajoutée, en améliorant nos infrastructures, en encourageant la formation et en rendant accessibles les nouvelles technologies.

Ainsi, le Gouvernement nicaraguayen met en place des politiques inclusives, durables et cohérentes afin de relever les défis auxquels l'humanité est actuellement confrontée, notamment les effets des changements climatiques.

Notre modèle de développement productif repose sur une économie familiale et créative basée sur l'entrepreneuriat, qui fournit plus de 70% des emplois et 40% du produit intérieur brut du pays.

Les investissements publics dans les infrastructures, l'éducation, l'accès à l'énergie, l'égalité des sexes, la participation des jeunes et l'utilisation des nouvelles technologies sont au nombre des politiques structurelles promues dans notre Plan de développement humain, qui place l'être humain au centre.

Le Gouvernement nicaraguayen a consenti d'importants efforts pour accroître la capacité de production du pays, en accordant la priorité aux petits exploitants agricoles, qui produisent 80% des aliments du pays et 65% des produits de l'élevage (entre 40 et 45% de notre population rurale contribue au développement économique du Nicaragua).

Dans le cadre de ce processus, une série d'initiatives en faveur des entreprises rurales ont été mises en place au niveau national pour promouvoir l'entrepreneuriat, l'innovation et le développement pour les familles rurales.

Ces initiatives portent notamment sur le tourisme rural, l'entrepreneuriat agricole, l'agro-industrie, l'entrepreneuriat des jeunes, la gastronomie, le bois, l'artisanat, le commerce et les services.

Nous sommes conscients que le développement économique durable ne sera possible que par la mise en œuvre de politiques et des mesures inclusives; c'est pourquoi notre Gouvernement considère l'égalité des sexes comme une question prioritaire. L'implication des Nicaraguayennes, notamment en milieu rural, dans divers domaines a permis d'obtenir des résultats sans précédent en matière de lutte contre la faim et la pauvreté. Comme le souligne le dernier rapport du Forum économique mondial, le Nicaragua figure actuellement à la première place dans notre région et au cinquième rang mondial pour ce qui est de l'égalité des sexes.

Si le Nicaragua déploie des efforts considérables pour faire face à la crise économique et environnementale actuelle, nous estimons également qu'il est essentiel d'encourager les activités de coopération, de complémentarité et d'échange des savoirs, d'assistance technique et de transfert des technologies novatrices entre les pays.

Il est également important d'inciter les organisations multilatérales à accroître leurs financements pour permettre aux pays en développement de mettre en œuvre des programmes visant à renforcer et à augmenter notre production – tant sur le plan quantitatif que qualitatif –, de manière à accroître la valeur ajoutée de la production primaire et de l'ensemble de la filière et ainsi permettre aux producteurs ruraux d'accéder plus rapidement aux marchés nationaux et internationaux.

Pour le Nicaragua, le FIDA demeure donc un allié important, dans la mesure où son action rejoint étroitement les stratégies mises en place par le Gouvernement pour renforcer et développer le secteur rural et atteindre les objectifs de développement durable.

Je voudrais enfin réitérer, au nom de mon Gouvernement, l'engagement du Nicaragua vis-à-vis du FIDA. J'en veux pour preuve la contribution de mon pays à la Onzième reconstitution des ressources du Fonds.